

[Français]

M. Della Noce: Madame la Présidente, comme je le disais tantôt, ils n'ont même pas la décence de nous redonner la politesse qu'on leur a accordée pendant que ces gens-là ont parlé.

Je disais qu'aux Postes, madame la Présidente, cela allait très mal. Et je le vis dans ma circonscription, comme plusieurs de mes collègues doivent le vivre. Nous sommes rendus que dans des bureaux de poste, on engueule les gens. Les gens ne sont pas heureux. On m'a même rapporté, et j'ai vérifié personnellement, et je l'ai vécu, qu'on n'était même pas capable d'avoir un sourire d'un employé d'un bureau de poste. C'est effrayant! Mon collègue de Jonquière (M. Blackburn) a dit qu'il n'y avait plus de motivation au bureau de poste. Je n'ai pas de difficulté à le croire. Il n'y a personne qui sourit, personne ne veut rien savoir. On s'en fout. Cela appartient à l'État. On fait une grève. On nous donne tout. Bien oui. C'était ce qu'on a fait dans le passé. Aujourd'hui, M. Foisy a mentionné dans son rapport que la Société a le droit d'exploiter des franchises. J'ai trouvé quelques coupures de journaux et j'ai un article du journal *Le Devoir* du 9 octobre que j'aimerais citer: «Ce projet de loi pourrait, en ce qui touche le service postal, mettre fin à un quart de siècle d'impéritie où les politiciens achetaient la paix quel qu'en soit le prix. Il est regrettable...»

Et j'espère que mes collègues vont m'écouter, parce qu'on va parler d'eux! «... que l'Opposition néo-démocrate ne l'ait pas compris et profite de l'occasion pour réaliser à peu de frais un petit gain de capital au lieu de s'élever à la considération de l'intérêt général.»

J'en ai un autre aussi: par le passé, le Syndicat des postiers a réussi à obtenir des gains majeurs à travers les grèves sous les gouvernements libéraux, qui ont cédé aux demandes de régler à tout prix.

Eh bien, nous ne pouvons aucunement porter le blâme sur les syndicats. Je voudrais bien que cela soit clair ici, madame la Présidente. Je ne suis pas contre les syndicats. Quand ils obtiennent quelque chose qui fait leur affaire, je les félicite. Mais je crois qu'il faut aller plus loin que cela pour régler le problème du conflit postal. Et il est évident que nous voulons mettre fin au conflit et le ministre du Travail (M. Cadieux) a même été assez ouvert: S'il y a quelque chose qui ne vous plaît pas, on serait peut-être prêt à changer quelques mots!

Non, on nous dit: Prolongez, prolongez, prolongez, cela va aller mieux. On va pouvoir se débattre là-dessus, se faire un peu de capital à bon marché, cela ne coûtera pas cher, on va paraître à la télévision le soir. Bien chez moi, les gens d'affaires, ce n'est pas cela qu'ils disent, madame la Présidente. Ils disent de régler le problème une fois pour toutes. Ils ont besoin de leur service et pour mes petites entreprises, cela est plus qu'important.

On a aussi parlé de l'embauche de «scabs», de briseurs de grève. Il est vrai que pour nous au Québec c'est encore plus difficile que pour tous les Canadiens parce qu'on a déjà réglé ce problème-là avec les fameuses grèves qu'il y a eu. Et je ne suis pas un des amateurs des briseurs de grève. Je suis contre cela. Ce n'est pas possible!

Mais je dois dire que le Québec a réglé le problème et peut-être que cela donnera des idées aux autres provinces, au Canada tout entier, de régler ce problème qui, selon moi, peut aller de feu. Mais la vraie cause du projet de loi, c'est de

Attribution de temps

livrer le courrier sans violence. Il semble qu'après 15 mois on n'a pas réussi. On a négocié et cela n'a pas marché. Ils sont «tannés» de s'asseoir sur une chaise musicale. On va encore attendre. Est-ce qu'on va attendre encore 15 mois? Est-ce qu'on va attendre encore six mois? Est-ce qu'on va attendre que quelqu'un meure? On a vu cette semaine une dame qui a été blessée aux jambes. Est-ce qu'il faut attendre qu'elle meure? Est-ce qu'il faut attendre d'avoir encore des gens? Moi, je dis qu'on est en train de faire une histoire où il n'y en a pas.

Il n'y a pas moyen de négocier. On devrait peut-être imposer un négociateur qui pourrait avoir un meilleur succès. Les syndicats et le NPD disent qu'il y a des pertes d'emplois, que les négociateurs ont parlé de ceci et de cela.

Madame la Présidente, savez-vous qu'il y a 12 000 comptoirs postaux à travers le Canada! Seulement 417 de ceux-là ont des employés syndiqués. Il y a le SPC, le Syndicat des postiers du Canada. Le syndicat maintient que 4 200 emplois sont déjà en jeu, laissant présager l'impression de mises à pied? Savez-vous que les gens pensent qu'il va y avoir 4 200 mises à pied? Cela est faux. La Société a offert la sécurité d'emploi à tous ces employés-là. Les gens qui nous écoutent doivent dire: Mais pourquoi se chicanent-ils? Pourquoi négocie-t-on? On négocie pour les franchises.

Il est rendu qu'un petit groupe d'employés veut dire au patron: C'est comme cela qu'on va faire l'affaire. Bien, madame la Présidente, comme vous le savez, j'ai été patron moi aussi. J'ai été patron et j'ai été syndicaliste aussi, syndicaliste patronal, et je n'ai jamais accepté que mes employés administrent mon affaire, parce que chaque fois que je l'ai fait faire, cela m'a coûté de l'argent. J'ai, par exemple, négocié, regardé, écouté mes employés. J'ai travaillé avec eux et j'ai eu du succès.

Alors, madame la Présidente, qu'on ne vienne pas nous dire qu'il y a des pertes d'emplois; que le NPD veuille faire un peu de propagande politique à bon marché, d'accord, mais il n'y a aucune perte d'emploi. Il faut que la violence arrête. Je n'aime pas la façon qu'on le fait. J'aurais mieux aimé que dans les 15 mois, on trouve une solution. Le ministre du Travail a dit la même chose, mais lorsque nous sommes au gouvernement, nous ne sommes pas l'Opposition. On doit être sérieux et on doit régler pour le bien de nos entreprises, nos Canadiens, pour qu'ils aient le courrier. Qu'ils aillent voir aux États-Unis, nos collègues d'en face, et ils verront qu'il n'y en a plus de grève. Il y a du service. Qu'on aille au R.-U., en Angleterre, on donne du service dans les 24 heures, et ici on n'est même pas capable de l'avoir dans une semaine, avec un sourire.

• (1700)

[Traduction]

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Madame la Présidente, c'est un jour triste pour le Parlement et la démocratie. Ça l'est chaque fois que le gouvernement, avec sa majorité écrasante et son poids énorme, recourt à la clôture et limite la durée du débat à la Chambre. Il est dommage qu'il l'ait fait à propos de la mesure à l'étude, car c'est une mesure draconienne fort déplorable.